

« La matière première est un intrant vital de production »

■ **Patrice Yantho, Coordonnateur de l'Organisation camerounaise des industries de transformation des métaux.**

Monsieur le coordonnateur, on observe comme une effervescence dans le secteur de la transformation du fer depuis quelques années. Vous confirmez cette impression ?

Votre constat est réel, l'Etat et les membres de l'Organisation des industries de transformation des métaux ont beaucoup travaillé afin de construire une filière viable et compétitive ces 15 dernières années. Naturellement, ça incite à l'attractivité comme une route nouvellement bitumée qui attire vers les zones de production et de commercialisation. La constitution en interprofession des industries de transformation de l'Acier, Ocita, devenue l'Organisation camerounaise des industries de transformation des métaux (Oci-tram) a contribué à renforcer le dialogue entre les industries de transformation des métaux et l'Etat dans un cadre de dialogue constructif et dans une perspective de meilleure compétitivité de la filière en général.

Toutefois, il convient de relever que la plupart de nos industries fonctionnent à moins de 50% des capacités installées, en raison de la raréfaction de la ferraille, qui diminue au fur et à mesure que la transformation prend de l'ampleur. L'installation anarchique dans un contexte de surproduction actuelle devrait être rationalisée afin d'éviter les effets pervers d'une surproduction destructrice. A l'exemple de la Chine qui aujourd'hui tente de réduire les surcapacités de ses usines devenues un risque systémique pour son économie.

Comment jugez-vous la qualité de tout ce qui est produit, notamment le fer à béton et les tôles ?

Les membres de l'Oci-tram (Alucam, Aciéries du Cameroun, Metafric, Prometal et Proalu) ont fait de la norme une exigence de sécurité, de viabilité et de compétitivité. Ils s'accordent pour produire conformément aux normes camerounaises, lesquelles sont cohérentes avec les standards internationaux. L'Etat du Cameroun à cet effet accompagne le processus de normalisation et a rendu d'application obligatoire les normes sur les aciers et métaux. Il s'agit de la NC 236 : 2021 pour le béton, fer à béton, la NC 237 : 2021 pour treillis soudés, la NC 238 : 2021 pour les fils d'attache, rendue d'application obligatoire par arrêté NO du 20 Avril 2022, les normes camerounaises sur les produits de fer, et la norme NC 100 : 2002-06, spécifiques aux tôles en alliage d'aluminium, la NC 101 : 2002-04 spécifiques aux tôles en acier revêtu, la NC 118 : 2002-06 spécifiques aux techniques pour les tôles en alliage d'aluminium, rendue d'application obligatoire par arrêté du 20 Juin 2012.

En ce qui concerne les produits d'aluminium, notamment les tôles, les importations et contrefaçons affluent. Nous observons avec inquiétude une dégradation de la qualité issue des importations, notamment sur les allages pour toiture dont les produits doivent respecter la composition chimique définie par les standards normatifs généralement alignés sur les séries 3003 et 5005 qui sont adaptés pour les toitures afin de garantir la résistance à la corrosion, en plus de ne pas avoir les marquages recommandés.

Nous restons dans un processus d'amélioration continue. Les produits « Made in Cameroun » en qualité sont meilleurs que ceux des pays similaires comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal,



Patrice Yantho : « L'Etat accompagne le processus de normalisation. »

la Guinée, le Gabon et bien d'autres.

Certains acteurs affirment être en surproduction sur certains articles, en l'occurrence le fer à béton, les bonbonnes pour le gaz... Le marché n'offre-t-il pas suffisamment de débouchés aux producteurs ?

Nous encourageons nos membres à penser à conquérir la Zone de libre-échange continentale africaine, en adéquation avec la vision du chef de l'Etat, qui demande de penser au-delà du seul marché camerounais.

Malgré cette hausse de la production, les prix des barres de fer utilisées par exemple pour la construction restent élevés sur le marché. Qu'est-ce qui peut expliquer cela ?

Il faut d'entrée de jeu rappeler que les prix sont homologués, encadrés par la loi et soumis à la validation de l'autorité des marchés à savoir le ministère du Commerce qui fait office de gendarme en la matière. La détermination des prix dans notre secteur d'activité est tributaire des facteurs endogènes et exogènes qui impactent le coût des intrants et donc le prix de revient qui est différent du prix distributeur final. Le prix d'accès à la matière première, l'énergie, la logistique, la fiscalité, la main d'œuvre et autres facteurs influencent le prix final rendu au consommateur final. L'amélioration du pouvoir d'achat et l'accès local aux intrants de production qualitatifs et compétitifs sont des leviers susceptibles d'améliorer l'accès à des prix sociaux, en synergie avec la politique fiscale-douanière et la protection de la production nationale ainsi que la dynamisation des marchés vont inéluctablement y contribuer. Le tout assis sur une la politique d'import-substitution en cours d'implémentation.

La filière reste toutefois fragile, au regard de multiples contraintes comme l'indisponibilité de la matière première (ferraille), l'offre insuffisante en énergie, etc. Où trouver les solutions à ces problèmes ?

Les solutions existent, mais il faut les mettre en œuvre. Il nous souvient qu'un arrêté du Premier ministre du 14 mars 2025 précise les modalités spécifiques d'implantation et d'exploitation des unités de transformation de l'acier. La rationalisation dans la politique industrielle est une autre solution. Car, est-il nécessaire par exemple de continuer de donner

des incitations à l'investissement sur des secteurs saturés et en surproduction ? Il faut éviter que l'Etat fasse des pertes de recettes fiscale-douanières sur des secteurs où l'économie locale n'en a plus besoin.

Quelles sont les mesures envisagées par votre groupement pour aider les industriels à résoudre durablement ces problèmes ?

D'abord, nous avons, à la faveur de la loi sur les interprofessions pu regrouper les producteurs en invitant tous les acteurs sans exclusion. Nous avons en outre sensibiliser ces derniers sur les bonnes pratiques et engagé, aux côtés de l'Etat, la structuration de la filière. Les résultats à date sont perceptibles. Nous sommes dans un processus d'élaboration et de validation de notre plan d'action triennal par nos membres, les impacts seront perceptibles et mesurables.

Nous avons d'ores et déjà saisi le gouvernement afin qu'ensemble nous puissions faire de notre filière, la première conquérante de la Zlecaf et réussir durablement la structuration de la filière des métaux, ancrée sur une chaîne de valeur locale en cohérence avec la vision gouvernementale initiée et soutenue par le président de la République. Beaucoup de leviers touchent à cet effet la politique industrielle, et la politique énergétique pour l'industrie lourde et industrialisante qu'est notre filière. Il est nécessaire de catégoriser les industries et de rester cohérent entre la vision, les mesures et actions concrètes, afin de garantir les résultats escomptés relativement à notre véritable potentiel.

Nous nous réjouissons du fait que le Premier ministre ait décidé de la mise en place d'un comité stratégique de haut niveau pour piloter et implémenter la vision synergique du gouvernement et de la filière des aciers et métaux. Nous restons optimistes sur l'issue des travaux pour la viabilité durable de la filière et de sa compétitivité afin que les aciers et métaux « Made in Cameroun » domine la Zlecaf et que les autres filières s'inspirent pour une transformation socio-économique positivement impactant et pérenne.

Du côté de l'Etat, des projets miniers et énergétiques sont en cours de mise en œuvre ou finalisés, notamment des projets de fer et le barrage de Nachtigal entre autres. En quoi ces solutions peuvent-elles positivement impacter la transformation locale du fer et de l'aluminium ?

La matière première et l'énergie (électricité, gaz, fuel) sont des intrants vitaux de production sans lesquels les aciers et métaux ne peuvent être transformés et produire les effets socio-économiques significatifs escomptés. L'exploitation des gisements de concentré de fer et de bauxite issus des mines constitue une aubaine dans la fourniture locale de la matière première aux industries locales. Encore faudrait-il les rendre exploitables pour une transformation intermédiaire et garantir une fourniture continue, suffisante et compétitive. A titre d'exemple, Alucam, pour avoir de l'alumine issue de la bauxite camerounaise, nécessitera une raffinerie pour rendre la matière première exploitable. De même, les industries d'acier auront besoin d'une industrie intermédiaire pour transformer le concentré de fer en pellets et en billettes comme matière première. Heureusement, le gouvernement en est conscient et parle avec des investisseurs pour cette transformation intégrale sur la chaîne de valeur acier et métaux. Nous sommes confiants en l'avenir pour une meilleure autonomie de l'industrie lourde locale, afin qu'elle devienne plus industrialisante.

Au plan énergétique, les industries de l'Oci-tram ont plus besoin d'une fourniture d'énergie en continue, qualitative et compétitive et du gaz. Le port de Kribi, hub naturel de l'activité minière, reste en attente de la disponibilité du gaz de la SNH pour soutenir les industries au-delà de nos membres et des miniers. Quant à l'énergie électrique, nous apprécions les efforts significatifs faits à date par le secteur pour le développement de l'offre au plan infrastructurel et la réactivité en cas de crise. Il faut faire mieux dans l'opérationnalisation en catégorisant les industries relativement aux puissances appelées et au niveau de consommation et leur sensibilité socioéconomique et industrielle. Il faut en outre rationaliser ou supprimer en fonction des sensibilités macroéconomiques la politique « d'effacement », préjudiciable à la production et l'outil de production industrielle, des industries lourdes (acier et métaux) et industrialisante, en tenant compte des sensibilités socioéconomiques, de manque à gagner et des pertes pour l'Etat et les industries. Nous restons convaincus et optimistes que de la performance de l'industrie lourde et industrialisante dépendra la performance du secteur énergétique et ce de manière durable. Tout dépendra des politiques énergétiques pour les industries et de l'activation des leviers les mieux appropriés.

Quelles autres facilités peuvent-elles être mises en place pour permettre à cette industrie de mieux contribuer au développement économique du Cameroun ?

Préserver le tissu industriel existant, garantir un accès permanent prioritaire et compétitif à la matière première et aux intrants de production locale, faciliter l'exportation des produits finis, et la promotion internationale des aciers et métaux « made in Cameroon », stabiliser les intrants de productions et la fourniture continue en quantité et qualité, veiller aux respects des normes et bonnes pratiques de production car protéger le label made in Cameroon, c'est protéger la compétitivité et la qualité des aciers et métaux « made in Cameroon » et veiller au civisme industriel et à la citoyenneté des acteurs parties prenantes afin que les impacts attendus soient perceptibles tant au plan industriel que socio-économiques.

Propos recueillis par
Junior MATOCK

Anti-Corruption Agencies In Commonwealth Africa

Cameroon Assumes Presidency

- The Chairman of the National Anti-Corruption Commission CONAC, Rev. Dr. Dieudonné Massi Gams is the Chair of the association for the 2026-2027 period, as per the resolutions of the regional conference that ended in Yaounde on May 8, 2026. In an interview with Cameroon Tribune, he highlights the priorities of his mandate and what the country stands to benefit from his presidency. pp.2-3



Directeur de la publication / Publisher:
Marie-Claire NNANA

Tél. : (237) 222 30 41 47
Web : www.cameroon-tribune.cm



Monday/Lundi

May 11 mai 2026

N° 13600 / 9799 52^e Year / 52^e année

400 FCFA



Industrie du fer Sur la rampe de lancement



- Un total de cinq projets miniers d'envergure sont depuis peu mis en œuvre à travers le pays et ont pour but de relever la production de la matière première essentielle à l'essor des industries locales avec des effets positifs sur les emplois, mais également permettre au pays de conquérir le marché sous-régional. L'accès à l'énergie reste toutefois un défi majeur à relever. Lire notre enquête. pp. 15-18

Affaire Sino Mart

Le Tribunal militaire prend le relais

- Les cinq suspects interpellés par la gendarmerie nationale, dont trois Chinois, un Tchadien et un militaire camerounais seront bientôt entendus par le commissaire du gouvernement. pp.20-21

Obituary

General Philippe Mpay Dies



- The Commander of Military Schools and Training Centres passed on at the Yaounde Military Hospital Saturday May 9, 2026 following an illness. p.4

■ A lire dans

Chroniques

- **Employment: Valorising Scarce Jobs!**
- **Socadel : pas d'état de grâce**

pp.10-11